



Emploi, salaires, conditions de travail ... C'est toujours le salarié qui doit payer

La politique « sociale » des banques est inadmissible. Réagissons ensemble.

Les annonces de suppressions d'emplois se multiplient.

Elles prennent des formes différentes. Il y a eu les annonces de HSBC au niveau mondial, puis la volonté des Banques Populaires et des Caisses d'Épargne de supprimer jusqu'à 4500 emplois au nom de l'amélioration du coefficient d'exploitation. Il y a le groupe BNP Paribas qui veut supprimer des emplois dans les activités de crédit à la consommation après avoir regroupé des filiales. Il y a partout une volonté de supprimer les agents d'accueil, de développer les automates dans les agences, de refondre les filières PME et entreprises, de réorganiser avec des réductions d'emploi l'activité dite « grand public », d'alléger les salariés dits « administratifs ... ce qui se chiffre sur 2011-2012 à des milliers d'emplois dont personne ne parle ...

A mi-novembre, BNPP et Société Générale annonçaient des centaines de suppressions d'emplois dans la BFI, bientôt suivis par le Crédit Agricole s'ajoutant aux plans stratégiques déjà en cours ...

L'austérité salariale devient la norme

La pantomime des négociations sur la prime de partage des dividendes (la prime dite de 1000 euros annoncée par le gouvernement) a tourné au ridicule. Puis plusieurs négociations salariales ont commencé à se dérouler.

Le mépris a succédé au ridicule. Alors que l'inflation progresse (+2,3% fin octobre), les augmentations générales sont en baisse : 1% à HSBC, 0,6% à BNPP, 0% annoncé à la SG, 0 à LCL, 0 au CDN ... Ce sont des baisses de pouvoir d'achat importantes qui sont ainsi programmées qui se cumulent avec les mesures des plans de rigueur. Avant même la réunion du 12 décembre, la branche AFB annonce 0% !!!

Les conditions de travail qui se dégradent encore

Les salariés sont laissés pratiquement seuls face aux clients depuis l'éclatement de la crise des subprimes. Pire alors que l'activité de banque de détail n'est pas en cause, les directions dégraissent les effectifs dans les réseaux et services administratifs qui leurs sont rattachés. La course à la baisse du coefficient d'exploitation suppose une pression commerciale de tous les instants, l'augmentation du stress avec la remontée des résultats etc ... Moins d'effectif et plus de pression commerciale sont le lot commun dans la banque de réseau.

Les clients continuent d'être pressés comme des citrons

Les clients sont eux aussi victimes de ces politiques commerciales dictées par la recherche du profit à court terme. La pression commerciale, ils la ressentent aussi à leur niveau, au rythme des « temps forts », et des « campagnes ». Il en résulte le développement de tensions entre les salariés et les clients alors que, tous victimes de décision de gestion contestables, nous ferions mieux de faire front commun en exigeant le retour des banques à leur vrai métier de conseils financiers et non pas de marchands de soupe.

Et pourtant, les banques font des milliards de résultats

BNPP	7,8 milliards en 2010	– 4,5 Mds 1er semestre 2011
SG	4,3	1,9
CA	3,6	2,4
BPCE	3,6	1,9 etc ...

Le maintien de milliards de résultats nets tant en 2010 qu'au premier semestre 2011 est sans commune mesure avec les « économies » supposés des suppressions d'emplois ou de l'austérité salariale annoncées ...

Ces mesures sociales sont inacceptables compte-tenu des bons résultats financiers annoncés et de ceux attendus.

Il est également inadmissible d'envisager des suppressions d'emploi ou la rigueur salariale (c'est-à-dire la baisse du coût du travail) alors que le gain attendu est sans commune mesure avec le coût supposé d'un défaut partiel intervenant sur les dettes souveraines.

La Cgt appelle les salariés des banques à discuter de cette situation pour s'y opposer.

Elle prendra les contacts nécessaires dans les entreprises comme au plan national avec l'ensemble des organisations syndicales pour proposer des initiatives permettant de faire valoir l'intérêt des personnels techniciens et cadres de la profession, quels que soient leurs métiers.

La CGT propose de se saisir de la quinzaine d'action décidée au plan interprofessionnel du 1^{er} au 15 décembre pour en faire une quinzaine utile pour traiter les problèmes de nos entreprises et branches de notre profession sur les salaires, l'emploi et les conditions de travail.

La Cgt banque appelle à participer massivement à la journée intersyndicale du 13 décembre en prenant des initiatives visibles pour que les problèmes de nos secteurs soient enfin pris en compte.

Rigueur Imposer d'autres solutions

Les mesures de rigueur plombent la possibilité d'un retour de la croissance.

Et pourtant, c'est la même voie qu'empruntent patronat et gouvernements en cherchant à rassurer les marchés, en mettant en cause le modèle social redistributif, en réduisant les ressources issues d'un impôt sur les revenus et richesses créés réellement progressif.

Les hausses de Tva, de cotisations mutuelles, les remboursements de médicaments. La non indexation des prestations sociales sur l'inflation au profit d'un lien avec le PIB annonce une politique de déflation salariale avec des mécanismes identiques pour les pensions de retraite ou les salaires demain si rien n'est fait pour stopper cet engrenage.

C'est la même cohérence politique que suivent les entreprises en supprimant des emplois, en bloquant les salaires, en aggravant les conditions de travail au nom d'une meilleure productivité et une meilleure rentabilité des capitaux investis.

Pourtant, les annonces de suppressions d'emploi et d'austérité salariale ne suffisent pas à rassurer les marchés qui perçoivent les effets négatifs sur le financement de l'économie que ces mesures risquent d'entraîner. La possibilité de taux de profit à la hauteur de l'appétit des marchés n'est pas au rendez-vous. Les marchés veulent la rigueur et la relance. C'est impossible ! Il faut choisir !

La solution c'est l'amaigrissement des marchés financiers, l'austérité pour les détenteurs du capital qui se sont goinfrés avec des taux de 10 à 20 % pendant des années.

Dégager d'autres solutions en redonnant le pouvoir à la puissance publique de création de la monnaie, en refusant de rembourser la partie illégitime de la dette après un audit public est indispensable. La maîtrise publique des banques est un des outils en ce sens avec la création d'un pôle public financier et une nouvelle réglementation des activités financières, des banques en réhabilitant leur « cœur de métier ».

Bulletin de contact

Vous refusez la fatalité ou la résignation, prenez contact avec la Cgt banques

NOM : PRENOM :

ENTREPRISE : MAIL : TEL :

ADRESSE PERSONNELLE :

.....

A retourner à l'adresse ci-dessous

fspba- CGT – Case 537 – 263, Rue de Paris – 93515 Montreuil cedex –

Tel : 01 48 18 83 40 – fax : 01 49 88 16 36 – mail : fspba@cgt.fr